

Californie. La sécheresse, la politique du PPP et l'eau en bouteille de Nestlé

De [Robert Lochhead](#)

Global Research, août 12, 2015

alencontre.org

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/californie-la-secheresse-la-politique-du-ppp-et-leau-en-bouteille-de-nestle/5468819>



Alors que les 38 millions d'habitants de la Californie sont obligés de rationner leur consommation d'eau, le président-directeur général des Eaux Nestlé pour l'Amérique du Nord, Tim Brown, a répondu lors d'une interview à la radio que la sécheresse ne le ferait pas diminuer ses pompages d'eau en Californie pour la mise en bouteille, mais qu'il les augmenterait s'il le pouvait. *Crede Action* [1] a lancé une pétition qui a déjà réuni 14'136 signatures dans toute la Californie. Dans cet Etat, Nestlé fait face à l'opposition de la gauche sociale et écologiste. Les priorités capitalistes dans le secteur de l'eau se heurtent à la vitalité du débat public à ce sujet aux Etats-Unis, à l'activité critique d'ONG quidéfendent l'intérêt public contre les profits privés, et aux mobilisations populaires.

La sécheresse en Californie

Depuis 2011, la Californie est frappée par la pire sécheresse de son histoire. Il faut remonter aux années 1970 pour constater une sécheresse comparable. Les températures atteignent des niveaux record et les feux de forêt et de maquis se multiplient.

L'année 2014 a été l'année la plus sèche à ce jour, et les cernes des arbres ont révélé qu'elle a été l'année la plus sèche depuis 434 ans. L'Union américaine de géophysique (AGU) a tenu en avril dernier une conférence à l'Université de Californie à Irvine. L'AGU estime, elle, que cette sécheresse est la pire depuis 1200 ans [2].

Le gouverneur de Californie, le démocrate Jerry Brown[3], a imposé des réductions de la consommation d'eau dans les villes de Californie de 25 à 36%[4].

La Californie est l'Etat le plus peuplé des Etats-Unis avec 38,8 millions d'habitants, soit 1/8 de la population des Etats-Unis. En superficie, c'est le troisième, derrière l'Alaska et le Texas.

De par sa position géographique, contiguë aux déserts du Nevada et du Nouveau-Mexique mais située sur la façade occidentale d'un continent, la Californie a un climat méditerranéen à désertique. Le sud de la Californie, au sud de San Francisco, est donc analogue au Maroc, le nord à l'Espagne.

L'étymologie la plus probable du mot espagnol *California* est *Calida Fornalia*, «Chaude Fournée», que les Espagnols lui avaient donné quand Francisco de Ulloa commença à l'explorer en 1539.

Si la Californie était un Etat indépendant, elle serait la 8^e puissance économique du monde. Elle produit 13% du PIB des Etats-Unis et elle est son principal producteur agricole. Tout particulièrement pour les fruits, les oranges, les olives, la vigne, les noix et les amandes. Pour ces cultures-là, c'est 60% du total des Etats-Unis, soit 15 milliards de dollars en moyenne annuelle entre 2010 et 2012; pour les légumes, 51% du total des Etats-Unis pour 6,3 milliards de dollars [5].

Les spécialistes s'accordent à penser que c'est le réchauffement climatique qui est la cause du sort actuel de la Californie. Mais indépendamment de cela, la Californie a toujours été une terre de sécheresses récurrentes, comme le veut sa position sur le globe terrestre. Le climat méditerranéen est caractérisé par ses pluies irrégulières, tant durant l'année que d'année en année.

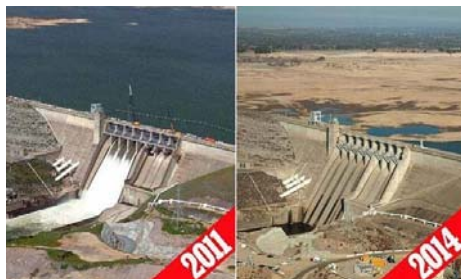
Le capitalisme a développé en Californie une occupation humaine extrêmement dispendieuse en eau: agriculture irriguée – elle consomme 80% de l'eau de l'Etat –, vastes quartiers de luxe loin des centres urbains donc construits dans le désert, innombrables golfs (pas moins de 110 en Californie du Sud) et piscines...La bourgeoisie entend préserver et accentuer cela en compensant par des solutions techniques. La gauche et les écologistes, par contre, plaident pour un certain retrait de l'occupation humaine afin de l'adapter à la géographie au lieu de prétendre transformer la nature pour l'adapter au gaspillage capitaliste de l'eau.

La commentatrice de chaque matin, et productrice, de la radio écologiste et progressiste *Uprising Radio*, Sonali Kolhatkar, déclarait: «Rendez-vous compte. Un tiers de la production agricole aux Etats-Unis est produit dans le désert, dans un Etat à qui il ne reste quasiment plus d'eau. Ensuite, cette production est transportée de la côte Ouest jusque dans tout le pays dans des camions qui brûlent du pétrole, contribuant par là même à ce mécanisme du changement climatique qui cause probablement cette sécheresse unique dans l'histoire de la Californie.» Le titre de son article est pertinent: *Pour résoudre la crise de l'eau en Californie, il faut changer le système alimentaire des Etats-Unis* [6].

L'eau a toujours été extrêmement contentieuse dans l'histoire de la Californie. Les cinéphiles connaissent le film classique de Roman Polanski de 1974 *Chinatown* qui voit en 1937 Jack Nicholson succomber face à un grand planteur d'oranges mafieux qui manipule le Département de l'eau et de l'électricité (*Department of Water and Power*) de la municipalité de Los Angeles. Le scénario fait allusion aux *Guerres de l'Eau* à Los Angeles dans les années 1920.

Dans le contexte du réchauffement du climat d'aujourd'hui, la politique de l'eau en Californie est compliquée par le fait que l'infrastructure hydraulique, et les droits d'eau, date du début du XX^e siècle qui fut une époque qui, on le comprend aujourd'hui, fut particulièrement humide et tiède.

En mars 2015, Jay Famiglietti, hydrologue au *Jet Propulsion Laboratory* de la NASA et professeur d'hydrologie à l'Université de Californie à Irvine, signalait qu'il ne restait qu'une année de consommation dans les retenues d'eau et barrages de Californie alors que l'année 2015 se révèle encore plus chaude que 2014 [7]. Jay Famiglietti fait remarquer que les nappes phréatiques sont également au plus bas. Le Département des ressources en eau de l'Etat de Californie calcule qu'il y a eu cet hiver entre 16 et 22% moins de neige sur la Sierra Nevada et donc moins d'eau au dégel.



Le gouverneur de l'Etat a fait voter par les Chambres un milliard de dollars de mesures pour économiser l'eau et encourage toutes les solutions d'économies d'eau par les habitants et les consommateurs... mais sans toucher à l'industrie pétrolière et à l'agriculture qui sont les plus gros consommateurs. Les municipalités ont édicté des ordonnances pour obliger les gens à économiser l'eau: moins de douches, moins d'arrosage des jardins, moins de lavages de la voiture, moins de remplacement de l'eau de la piscine...

Pendant ce temps, l'agriculture, dominée par des grandes et des très grandes exploitations capitalistes, consomme 80% de l'eau de la Californie.

C'est autant qu'en Espagne qui a le même climat. José Manuel Naredo – dans le dossier sur l'eau de la revue *La Brèche* de juin 2010 – expliquait l'aberration écologique des cultures irriguées extensives commerciales de maïs, une céréale subtropicale, alors que la céréale traditionnelle en Castille était le blé d'hiver qui ne nécessite pas d'irrigation [8].

Jusqu'à l'année passée, aucune réglementation ne limitait en Californie la liberté des exploitants agricoles de pomper l'eau en profondeur dans les nappes phréatiques n'importe où, à n'importe quelle profondeur. Alors que depuis quelques décennies, le perfectionnement technologique des pompes, et la baisse de leurs prix, leur permet des prélèvements de plus en plus abondants et de plus en plus profonds. Il faut en Californie un gallon (4,5 litres) d'eau d'irrigation pour produire une amande et presque cinq gallons pour produire une noix.

La sécheresse frappe fortement cette agriculture. On estime qu'elle a perdu 2,2 milliards de dollars en 2014. Cela frappe encore plus fortement les travailleurs de l'agriculture, les plus pauvres de l'Etat, 17'000 ont déjà perdu leur emploi [9].

La grande infrastructure hydraulique publique du XXe siècle

En 1902, le président Théodore Roosevelt (1901-1909) instituait le *Federal Office of Reclamation* devenu en 1923 le *Federal Bureau of Reclamation* (Bureau fédéral de mise en culture/FBR) pour exploiter les terres fédérales des 17 Etats de l'Ouest afin d'irriguer et produire de l'électricité [10]. Le Bureau, qui n'a plus la taille et le battant qu'il a eu dans les années 1930 à 1960, emploie aujourd'hui 5400 personnes, avec un budget de 1,2 milliard de dollars en 2013. Il gère 476 barrages (en particulier ceux sur le Colorado), 348 réservoirs et 8116 miles d'aqueducs. C'est la plus grande entreprise des eaux des Etats-Unis et le second producteur d'électricité du pays. Le Bureau fournit l'eau à 31 millions d'habitants et l'eau d'irrigation à une exploitation agricole sur cinq dans ces 17 Etats.

Le FBR est représentatif des grandes infrastructures hydrauliques publiques du début du XXe siècle. Comme ailleurs dans le monde capitaliste occidental, le FBR, après son âge d'or du *New Deal* (1933-1950)[11], est entré en crise dans les années 1970 avec la récession économique et le virage des bourgeoisies vers les politiques néolibérales. Les grands projets du FBR étaient de plus en plus chers, alors que ses infrastructures vieillies nécessitaient de grands investissements d'entretien, de réparation et de rénovation, au moment où la baisse du taux de profit déterminait la bourgeoisie à diminuer les impôts sur le capital et à couper dans les budgets publics. Ce fut donc le président Carter (1976-1980) qui initia le virage vers un repli des ambitions du FBR qui fut accentué par la présidence Reagan.

Si le budget fédéral apportait en 1977 encore 78% du financement des réseaux d'eau aux Etats-Unis, ce n'était plus que 3% en 2012, l'année où une douzaine de congressistes tirèrent l'alarme à propos du vieillissement des réseaux publics d'eau [12].

Depuis lors, le FBR n'a cessé d'être au centre de polémiques politiques aux Etats-Unis.

Comme ailleurs, ces grands projets hydrauliques furent, à juste titre, très critiqués dès les années 1960 par les écologistes qui réussirent à bloquer plusieurs nouveaux barrages. Mais comme ailleurs, et comme l'explique Erik Swyngedouw, professeur à l'Ecole d'environnement et développement de l'Université de Manchester (dans le dossier sur l'eau cité de la revue *La Brèche* de juin 2010), les écologistes furent utilisés, et se laissèrent utiliser, par les néolibéraux qui entendaient privatiser les eaux [13].

L'*Environmental Protection Agency* (EPA) estimait en 2014 que nombreux parmi les réseaux d'adduction d'eau des Etats-Unis étaient vieux de 50 à 100 ans. L'EPA calculait à hauteur de 384 milliards de dollars sur vingt ans les coûts des améliorations nécessaires pour maintenir la fourniture d'eau potable à travers le pays [14].

La plupart des canalisations du FBR sont en terre. Elles sont donc le lieu de beaucoup de pertes d'eau par infiltration dans le sol et par évaporation, d'autant plus si le climat se réchauffe. Les bétonner, et les recouvrir, coûte très cher.

L'administration Clinton (1992-2000) avait fait élaborer un programme de rénovation du réseau du FBR que l'administration Obama actuelle a développé, à hauteur de dizaines de milliards de dollars et sur plusieurs décennies de travaux. Elle envisageait de le mettre en œuvre dans le cadre d'une politique de relance économique par investissements dans les infrastructures publiques: routes, ponts, chemins de fer, etc. Cela implique, en particulier, d'adapter le réseau du FBR au réchauffement climatique en décuplant les moyens de pompage des régions relativement plus humides vers celles plus sèches puisqu'il n'est plus possible de compter comme avant sur la fonte des neiges en altitude, en construisant des centrales de désalinisation des eaux de plus en plus saumâtres; et de remplacer l'irrigation par inondation des champs par une irrigation «goutte à goutte», à l'endroit précis au moment précis, piloté par système informatique de gestion de grandes régions. Rien que cette réforme de l'irrigation coûterait des investissements énormes alors que l'agriculture irriguée tire sa rentabilité de l'eau et des bas salaires. Les républicains, qui sont majoritaires au Congrès, bloquent absolument ces grands projets de dépenses fédérales.

En même temps, diverses fractions des deux partis proposent la dissolution du *Bureau Fédéral* et le transfert de ses installations aux Etats.

Une fuite en avant capitaliste

Les républicains incarnent la détermination capitaliste à poursuivre coûte que coûte la fuite en avant sous le fouet du profit privé, afin que rien ne change.

Les républicains sont absolument opposés aux investissements pour rénover le FBR et leur majorité au Congrès bloque les dépenses publiques à l'avantage de la baisse des impôts et des coupes budgétaires.

Le représentant républicain de la Californie à la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, un représentant des milieux agricoles de la Vallée centrale, mène une campagne furieuse pour que le déficit d'eau soit compensé en prélevant sur le débit des rivières. [15]

Ces rivières se trouvent principalement en Californie du Nord où coule le grand fleuve Trinity. Cette offensive des républicains signifie que leur réponse à la sécheresse est tout simplement de détourner vers la Vallée centrale, et la Vallée de Sacramento – centres de l'agriculture commerciale californienne – les eaux des rivières du Nord. Alors que le réseau du FBR était construit sur la fonte des eaux de la Sierra Nevada, c'est-à-dire un flux d'Est en Ouest. Les républicains se précipitent donc sur la solution de facilité de l'eau la plus proche afin que tout continue comme avant et que le capitalisme californien puisse continuer de gaspiller l'eau.



Vallée centrale, à l'est de San Francisco.

Les rivières Trinity et son affluent Klamath se voient tout au nord-ouest.

Le gouverneur Jim Brown, qui se targue d'écologie, s'affronte aux républicains en affirmant vouloir maintenir un débit minimum des rivières. Cela afin d'éviter la disparition des saumons qui remontent de l'Océan pacifique et qui meurent dans des eaux de faible profondeur et trop chaudes. Et de sauver la pêche et le tourisme ainsi que de respecter les droits de pêche que les traités, conclus au XIXe et début du XXe, entre le gouvernement fédéral et les tribus indiennes, en particulier celles du bassin de la Klamath-Trinity, parmi lesquelles les Yuroks et la tribu de la Vallée de Hoopa. Un arrêt d'un tribunal fédéral de 1979 a confirmé que les tribus ont droit «à autant d'eau sur les terres de leurs réserves dont ils ont besoin pour protéger leurs droits de chasse et de pêche». [16] Malgré cela, on a récemment détourné vers la Vallée de Sacramento et la Vallée de San Joaquin une énorme quantité d'eau du réservoir de Trinity. Les mobilisations des tribus sont associées aux luttes de la gauche californienne.

Pendant ce temps, les républicains poursuivent leur proscription de l'idée même de réchauffement du climat, et encore plus celle qu'il serait causé par l'émission humaine de gaz carbonique. Dans le Congrès à majorité républicaine, «56% des congressistes républicains refusent la thèse du changement climatique ou la science qui la sous-tend. Ils n'hésiteront pas à se précipiter sur des évaluations scientifiques fantaisistes. En Floride, le gouverneur républicain Rick Scott a interdit en 2011 au Département de la protection de l'environnement d'utiliser les termes "changement climatique" et "hausse du niveau des mers" dans ses rapports.» [17] Alors que s'il y a une grande ville menacée par la hausse du niveau de la mer, c'est bien Miami.

Du public au privé

Comme ailleurs dans le monde occidental, mais plus lentement, la privatisation des eaux progresse aux Etats-Unis, où elle encore considérée comme rare. Elle est justifiée officiellement – comme partout – par le manque de fonds publics pour les immenses investissements qu'exige l'entretien, la rénovation et le développement des réseaux publics. En 2011, plus des trois quarts des administrations locales des Etats-Unis fournissaient l'eau par des entreprises publiques. Mais l'engagement d'entreprises privées a augmenté de 19% par année depuis sept ans. Et 2400 municipalités aux Etats-Unis ont confié à des entreprises privées la gestion de 2400 entreprises des eaux et d'assainissement. En janvier 2003, la nouvelle maire d'Atlanta, Shirley Franklin, la première femme noire à ce poste, qui a assaini les égouts de la ville, dénonçait le contrat d'une durée de 20 ans qui avait confié, en 1999, le réseau d'eau potable à *United Water Resources*, la filiale de la française *Suez Environment*. En effet, fort nombreux étaient les gens, surtout des banlieues modestes, qui s'étaient plaints de la mauvaise qualité de l'eau du robinet. C'était la fin peu glorieuse de ce qui avait été célébré comme la pionnière privatisation de l'eau aux Etats-Unis. [18]

Comme ailleurs, la privatisation aboutit à des prix à la consommation plus élevés, pour un service moins généralisé. Les 20% de Californiens qui reçoivent leur eau d'entreprises privées la payent en moyenne 20% plus cher. Les entreprises privées des eaux vendent l'eau aux consommateurs un tiers plus cher que les entreprises publiques. [19]

Erik Swyngedouw, écrivait dans l'article intitulé *L'eau privatisée. L'eau, l'argent et le pouvoir* qu'il avait publié en anglais en 2007: « Lors du 4e Forum mondial de l'eau à Mexico City, en mars 2006, les représentants de la Banque mondiale continuaient à affirmer que la privatisation complète était la solution la plus sûre pour améliorer l'accès à l'eau. Mais à ce même Forum, les représentants des principales compagnies des eaux déclaraient, eux, que l'expérience récente suggérait une autre conclusion. Il n'est pas surprenant que, pour elles, la participation du secteur privé dans le secteur des eaux dépende d'une implication accrue des pouvoirs publics, de leurs investissements et d'un environnement de régulation qui garantisse la rentabilité à court et à moyen

terme.» [10]

C'est exactement dans ce sens que va le *Water Resources Reform and Development Act* et son annexe *Water Finance and Innovation Act* que le Congrès a voté au mois de mai 2014. Le président Obama a négocié pendant une année ce projet de loi avec les majorités républicaines des deux chambres (Sénat et Chambre des représentants) du Congrès. Cette loi autorise pour des nouveaux projets d'infrastructure hydraulique environ 12 milliards de dollars de dépenses du budget fédéral. Mais non pas pour des projets fédéraux directement sinon comme contribution fédérale à des partenariats privé-public, soit une politique dite de PPP fort à la mode. La loi favorise les projets auxquels des investisseurs privés apportent du financement, en leur procurant un subventionnement fédéral. Les républicains, acharnés à diminuer les impôts et les budgets publics, ont fait accepter une clause qui désespère nombre de municipalités: Les Etats et les municipalités ne peuvent pas bénéficier de cette loi s'ils financent leurs projets comme d'habitude en émettant des obligations libres d'impôts. Ce qui revient à tarir une part significative du financement public.

Erin Diaz, le directeur de *Public Water Works!*, conclut: «*Cette interférence (des compagnies des eaux privées), présente à tous les niveaux du gouvernement, n'est qu'une petite partie de la stratégie de l'industrie privée de l'eau pour étendre son marché à travers les Etats-Unis. Les dispositions (de cette loi) qui pourraient procurer un financement public à l'eau privée ne sont qu'un exemple des nombreux chemins que l'industrie privée de l'eau prend pour privatiser l'eau et affaiblir son principal concurrent, soit les réseaux d'eaux en mains publiques et démocratiquement administrés.*» [21]

Erik Swynegedouw introduisait son article cité par cette citation pertinente: «*Ce que nous appelons le pouvoir de l'homme sur la nature se révèle être un pouvoir exercé par certains hommes sur d'autres au moyen de la nature.* C.S. Lewis» [22]

La rente foncière en feu

Depuis dix ans en tout cas, le Sud de la Californie est frappé par des incendies de plus en plus violents et fréquents, des forêts et du maquis typique de la végétation méditerranéenne. Mike Davis, professeur émérite de l'Université de Californie Riverside, qui habite et milite à Los Angeles – où il est né en 1947 – et auteur de *Au-delà de Blade Runner: Los Angeles et l'imagination du désastre* et de *City of Quartz. Los Angeles, ville du futur*[23], expliquait dans un entretien l'année passée les aspects d'absurdité de la colonisation par les promoteurs immobiliers de régions en réalité tout simplement inaptes à l'occupation humaine, pour vendre des belles maisons sur les hauteurs aux riches: «*Comme les catastrophes deviennent plus fréquentes à travers le pays, il est clair que celles qui touchent les célébrités et les gens riches occupent le devant de la scène, poussant les autres à la marge.*

Mais la situation avec les plus récents feux en Californie du Sud fut extraordinaire. Vous aviez 23 hélicoptères des Marines, des douzaines d'autres avions et hélicoptères de lutte contre le feu, les corps de pompiers de tout l'Etat, les agences fédérales de lutte contre le feu. Le message ainsi adressé aux gens qui vivent dans leur MacRésidences au milieu du maquis ou les ensembles immobiliers récemment insérés dans l'arrière-pays, c'est: «*Ne vous faites pas de souci, vous pouvez compter sur nous.*»

Les feux en Californie du Sud sont parmi les plus destructeurs de l'histoire de l'Etat – particulièrement ceux de la dernière décennie, qui ont détruit des milliers de maisons. Mais le message envoyé, c'est de continuer à construire, parce que nous sommes plus forts que le feu.

Cela n'est pas seulement paradoxal, ça borde la folie. Si je vous emmenais faire un tour, par exemple, dans beaucoup des zones qui ont été détruites par le feu en 2003 et 2007, non seulement vous verriez tout reconstruit, mais le plus souvent reconstruit en plus grand. Et il y a des centaines de nouvelles maisons, généralement des MacRésidences, tailles XL, juchées sur les sommets des montagnes et directement au cœur du maquis dense. Mais les promoteurs immobiliers et les propriétaires de ces maisons se sont convaincus qu'ils méritent toute la protection possible contre le feu. Ils sont ivres de la croyance que si vous dénudez suffisamment le maquis autour des ensembles immobiliers, les maisons seront invincibles.

Cela illustre deux choses. D'abord les ressources extravagantes sur lesquelles les plus riches des propriétaires immobiliers dans ces zones s'attendent à pouvoir compter – sans avoir à payer pour, parce que par le passé, ce sont les mêmes qui ont voté contre les tentatives de concentration des corps de pompiers ou d'augmenter les budgets pour engager plus de pompiers. Ensuite, que ce ne sont pas les bonnes leçons qui sont tirées de ces incendies désastreux, en Californie du Sud pour le moins. Au lieu de susciter des débats portant sur un contrôle de la croissance, particulièrement de ces développements avec ces très grandes résidences dans des zones si vulnérables, chaque feu renforce la conviction que les gens peuvent se sentir en sécurité et que le développement peut continuer.

Cette conviction repose, en dernière analyse, sur le fait que l'assurance incendie est mutualisée. Les gens qui vivent dans ces maisons dans les zones de nouveau développement sont en fait subventionnés par les autres qui achètent des assurances incendie pour des maisons dans des zones où il n'y a pas de risque d'incendie.

Ce n'est que la continuation d'un mode de développement qui va engendrer des désastres toujours plus grands. Ce qui en résulte c'est un tri sélectif des ressources publiques, c'est-à-dire plus pour la minorité et moins pour la majorité.

Parce que si vous vivez en ville, votre protection contre le feu ne va pas dépendre des hélicoptères du Corps des Marines et le gouvernement fédéral n'interviendra pas pour vous. Ce qui arrivera à votre maison sera en proportion directe du budget de votre corps local de pompiers, qui est probablement en crise.» [24]

Et en plus le fracking

Comme si cela ne suffisait pas, le gouverneur de Californie a autorisé, et même encouragé, le fracking. C'est-à-dire l'extraction de gaz, de pétrole et d'asphalte, en injectant en profondeur de l'eau et des solvants sous pression pour fracturer les roches et les lessiver en repompant à la surface cette eau. Cette technique a redonné récemment aux Etats-Unis le statut de pays exportateur net de pétrole du monde qu'ils avaient perdu en 1959. Cette technique est partout dénoncée parce qu'elle consomme des quantités d'eau énormes et aboutit à introduire, voire rejeter, ces eaux chargées de solvants et de restes de pétrole dans les nappes phréatiques et à ainsi souiller les sources.

La Californie est le troisième Etat des Etats-Unis producteur de pétrole, derrière le Texas et le Dakota du Nord. Son pétrole est plutôt très visqueux et souvent mélangé à des eaux souterraines saumâtres. Pour le liquéfier afin de le pomper, l'industrie pétrolière californienne a habituellement injecté de la vapeur chaude. Tout cela, plus le fracking, fait que l'industrie pétrolière californienne produit des immenses quantités d'eaux usées très souillées qui sont rejetées en profondeur pour s'en débarrasser... en attendant des canalisations pharaoniques pour les rejeter... dans l'Océan.

Mais l'industrie pétrolière est tout à fait à l'abri des vellétés écologistes du gouverneur Jerry Brown. L'administration californienne a autorisé les pétroliers à remplir 170 nappes phréatiques dont l'eau serait potable ou apte à irriguer les cultures. Et les pétroliers ont

foré dans 253 autres nappes phréatiques que l'Agence fédérale de la Protection de l'Environnement avait considérées protégées pour la boisson et l'irrigation. ^[25]

Nestlé pompe malgré la sécheresse

Nestlé est, au monde, la plus grande transnationale de l'alimentaire. Son siège est en Suisse, à Vevey. Son actionariat est dominé stratégiquement par des grandes familles capitalistes suisses et par la famille Bettencourt, les propriétaires de L'Oréal.

Nestlé est aussi la plus grande entreprise mondiale des eaux minérales en bouteilles. Elle possède des marques aussi internationalisées que Perrier, Vittel, Contrex, San Pellegrino. En Californie, Nestlé est en deuxième position sur ce marché, Arrowhead, Pure Life, Deer Park... et possède cinq usines d'embouteillage en Californie.

Nestlé est en deuxième position en Californie derrière Crystal Geysler, et devant Pepsi et Coca Cola ^[26]. Le siège de Nestlé Waters, pour les Etats-Unis et le Canada, est à Sacramento, la capitale de la Californie.

Après que le journal Desert Sun eut révélé que les permis d'exploitation de deux sources détenues par Nestlé avaient expiré en 1988 et en 1994, presque 200'000 personnes, à l'appel de Credo Action, s'étaient rassemblés pour exiger du Service fédéral US des Forêts d'interdire à Nestlé de continuer de pomper de l'eau dans une Forêt Nationale de Californie. Et Courage Campaign ^[27] a lancé une pétition dont le texte dit: «Alors que la Californie connaît une sécheresse record, il est inconcevable que Nestlé continue de mettre en bouteilles l'eau précieuse de cet Etat, l'exporte et réalise des bénéfices en la vendant.»

Nestlé s'est défendu en disant que l'eau qu'elle pompe ne représente que 1% de la consommation d'eau en Californie et que c'est le Service californien des forêts qui a du retard dans le renouvellement des permis de captation à cause de son manque d'effectifs. ^[28] Après les coupes budgétaires massives du gouverneur républicain Arnold Schwarzenegger (2003-2011), on le croit volontiers. L'eau en bouteilles représente peu d'eau. Toutefois, Jay Famiglietti rappelle qu'il en faut 20 à 50% plus pour la boisson humaine que l'eau du robinet ^[29].

Les eaux en bouteilles ont connu un développement exponentiel ces dernières décennies. Leur consommation aux Etats-Unis a triplé depuis 1990, alors qu'elle était quasiment nulle au début des années 1970. Dans des régions du monde où il n'y a pas d'eau potable sûre – souvent pour des raisons liées aux rapports sociaux d'exploitation humaine et de la nature – elles sont devenues un bien de consommation nécessaire et bienvenu, du moins pour ceux dont le pouvoir d'achat le met à disposition. Alors que d'autres moyens d'assurer un accès collectif contrôlé seraient et sont possibles.

Là où il y a toujours eu de l'eau potable sûre, elles surfent sur le discrédit justifié ou organisé par la calomnie intéressée contre les réseaux municipaux d'eau courante. Mais leur succès auprès des consommateurs peut à la fois résulter de la négligence de ces réseaux et excuser leur sous-développement pour raisons d'économies dans le budget public, et accompagner leur privatisation dont elles sont un aspect frappant. D'un point de vue social, les eaux en bouteilles sont concurrentes des réseaux publics d'eau potable. Leur développement météorique est un des volets de la privatisation des eaux.

Elles sont de l'eau vendue très cher. Dans le cas de l'Espagne, José Manuel Naredo estimait, grosso modo, l'ordre de grandeur des prix ainsi: un centime d'euro le m³ pour l'eau d'irrigation, un euro le m³ pour l'eau urbaine et industrielle, et dix euros le m³ le prix de l'eau en bouteilles ^[30]. En Californie, le m³ d'eau du robinet coûte 0,5 dollar tandis que le m³ d'eau en bouteille coûte 995 dollars ^[31]. Les eaux en bouteille sont un marché qui rapporte de très juteux profits. D'autant plus, si les pouvoirs publics les subventionnent en leur concédant gratuitement, ou à très bas prix, les concessions de pompage et d'utilisation des sources.

Lors du Forum international sur l'eau aux Pays-Bas, en 2000, le président de Nestlé d'alors Peter Brabeck avait choqué en refusant la définition de l'eau potable et son accès comme relevant d'un des droits humains de base. Il opposait sa définition comme un besoin humain... qu'une marchandise pourra satisfaire. Et, en contexte de sécheresse, les ventes augmentent beaucoup ^[32].



Manifestation devant une usine d'embouteillage d'eau de Nestlé au sud de Los Angeles

Le 13 mai 2015, sur la chaîne de radio californienne de AirTalk, Jay Famiglietti demandait à Tim Brown s'il pourrait envisager de déplacer ses opérations de mise en bouteille hors de l'Etat de Californie vu la sécheresse. Tim Brown de répondre: «Absolument pas. En fait, si je pouvais, je l'augmenterais. [...] Si j'arrête de mettre de l'eau en bouteilles demain, les gens achèteraient une autre marque d'eau minérale. En tant que deuxième plus grand embouteilleur d'eau de l'Etat de Californie, nous assumons un rôle que beaucoup d'autres n'assument pas. C'est dû par la demande du consommateur, c'est dû par une société en mouvement qui a besoin d'être hydratée. Franchement, nous sommes très heureux que (les consommateurs) le font d'une manière plus saine.»^[33]

Credo Action a aussitôt lancé une pétition en ligne: «Dites à Tim Brown patron de Nestlé : "Mettez fin à votre irresponsable exploitation de l'eau pour le profit dans la Californie frappée par la sécheresse. Arrêtez de blâmer les consommateurs et appliquez une certaine responsabilité d'entreprise dans vos pratiques d'embouteillage de l'eau.»^[34]

Diverses organisations écologistes et sociales dénoncent depuis longtemps les eaux en bouteilles de Nestlé. Dans une prise de position commune, *Blue Planet Project*, *FIVAS*, *Food & Water Watch* et *Public Services International*, dénonçaient, le 19 décembre 2013, le bilan de Nestlé ayant trait au respect des Droits humains ^[35]. Elles signalaient qu'en 2013 Nestlé a fait appel contre la décision du Ministère de l'Environnement de la Province de l'Ontario de diminuer les permis de captation d'eau en période de

sécheresse sévère. Elles rappelaient le récent film primé *Bottled Life*. Il raconte le conflit entre Nestlé et le village de Bhati Dilwan, au Pakistan: les villageois accusent Nestlé d'assécher la nappe phréatique pour produire son eau minérale *Pure Life*. Elles dénoncent le poids de Nestlé dans les grandes manœuvres internationales pour la privatisation de l'eau en siégeant dans le *2030 Water Resources Group* [36] et le *Globe Compact and the Global Water* des Nations Unies.

Robert Lochhead

[1] *Credo Action* (credoaction.com) est l'organisation de campagnes sociales progressistes de *Credo Mobile* (credomobile.com), une entreprise de téléphonie mobile et de cartes de crédit qui a été fondée en 1985, sous le nom de *Working Assets*, par Laura Scher et Michael Knieschnik. Les profits doivent pouvoir financer une action politique sociale, qu'on pourrait situer à la gauche du Parti démocrate. «*Pour le changement social par nos actes quotidiens de commerce.*» Le capital-actions est détenu par les salariés de l'entreprise. *Credo Action* regroupe environ 3 millions d'«activistes». *Credo Action* a mené des campagnes contre la guerre en Irak et en Afghanistan, pour le droit à l'avortement, contre le pipeline qui menace l'écologie de l'Alaska, pour le droit de vote effectif des Noirs... Depuis sa fondation, *Credo* a versé 78 millions de dollars en donations, en particulier à *Médecins sans Frontières*, *Oxfam*, *Rain Forest Action*... Ses plus récentes campagnes sont contre l'emprisonnement de mineurs dans des prisons pour adultes, pour la restauration par le Congrès du *Voting Right Act* annulé récemment par la Cour suprême, pour le droit au paiement des heures supplémentaires, etc.

[2] Stéphane Bussard, «La sécheresse californienne à la loupe», *Le Temps*, 30 avril 2015. [Voir aussi l'article de Ragina Johnson traduit publié sur ce site en date du 6 avril 2015 portant sur la sécheresse en Californie et les politiques mises en oeuvre.](#)

[3] Gouverneur depuis 2011. Il avait déjà été gouverneur de la Californie de 1975 à 1983.

[4] Stéphane Bussard, *idem*.

[5] Ragina Johnson, *California is Burning*, <http://socialistworker.org/2015/03/30/california-is-burning>. Article traduit et publié sur le site A l'Encontre (voir note 3).

[6] Sonali Kolhatkar, «To Solve California's Water Crisis, We Must Change the Nation's Food System», *Truthdig* (*Creuser la vérité*), *Drilling Beneath the Headlines* (*En creusant sous les nouvelles à la une*), 19 mars 2015, http://www.truthdig.com/report/item/headline_to_solve_californias_water_crisis_we_must_transform_20150319

[7] Ragina Johnson, art. cit.

[8] Le dossier sur l'eau du numéro 6/7 de la revue *La Brèche* de juin 2010 ; disponible sur notre site alencontre.org avec l'article et l'interview de José Manuel Naredo sur l'eau en Espagne :

http://labreche.org/wp-content/uploads/2011/04/Rev06_EauxPouvoirsIntro.pdf

http://labreche.org/wp-content/uploads/2011/04/Rev06_EauxEspagne.pdf

http://labreche.org/wp-content/uploads/2011/04/Rev06_EauxGestIntegr.pdf

[9] Ragina Johnson, art. cit.

[10] Washington, Oregon, Californie, Nevada, Idaho, Utah, Arizona, Montana, Wyoming, Colorado, Nouveau Mexique, Dakota du Nord, Dakota du Sud, Nebraska, Kansas, Oklahoma, Texas.

[11] *New Deal* («*Nouvelle donne*») était le nom de la politique que le président démocrate Franklin Delano Roosevelt lança en 1933 pour lutter contre la Grande Dépression de 1929. Elle comprenait des grands travaux publics, le *Social Security Act*, des lois permettant l'action syndicale «légale», des hausses de l'impôt direct sur la richesse... On lui attribue souvent le terme de 1938 quand, après la nouvelle récession de 1937, ses opposants obtinrent la majorité au Congrès. En substance, cette politique continua jusque dans les années 1960. Le *New Deal* répondit à la pression d'une grande vague de luttes ouvrières qui fondèrent la nouvelle Centrale syndicale CIO.

[12] Carey L. Biron, « New Law 'Facilitates Privatization' of US Water Systems », *MintPressNews*, 29 mai 2014, <http://www.mintpressnews.com/new-law-facilitates-privatization-of-US-water-systems>

[13] Erik Swyngedouw, « Privatisation de l'eau, L'eau, l'argent et le pouvoir », dossier sur l'eau du numéro 6/7 de la revue *La Brèche* de juin 2010. Voir le site alencontre.org http://labreche.org/wp-content/uploads/2011/04/Rev06_EauxPrivat.pdf

[14] Carey L. Biron, *idem*.

[15] Coral Davenport, « Water Agency Rethinking its Role », *International New York Times*, 7 juillet 2015

[16] Ragina Johnson, op.cit.

[17] Stéphane Bussard, art.cit.

[18] Article « Water privatization in the United States », *Wikipedia*, 11 juillet 2015. *United Water Resources*, selon son site internet, gère aujourd'hui les services des eaux de 90 municipalités aux Etats-Unis.

[19] Carey L. Biron, *idem*.

[20] Erik Swyngedouw, article cité.

[21] *Public Water Works ! « Challenge Corporate Control of Water »* (*Défiez le contrôle capitaliste de l'eau*) est la branche de politique de l'eau de *Corporate Accountability International*, l'ONG fondée en 1977 pour lutter contre les laits en poudre pour bébés de Nestlé et sa publicité agressive et mensongère qui détournent les mères des pays sans eau potable saine de l'allaitement maternel.

[22] C.S. Lewis, *The Abolition of Man*, Macmillan, Londres, 1965. Clive Staple Lewis (1898-1963) fut un écrivain irlandais célèbre pour ses livres pour enfants *Les Chroniques de Narnia* (1949-1954) qui sont des contes renfermant une apologie allégorique de la foi chrétienne. Professeur de littérature médiévale à Oxford puis à Cambridge, spécialiste du XVème siècle, il fut le meilleur ami de J.R.R.Tolkien, l'auteur du *Seigneur des Anneaux*. En 1951, C.S.Lewis refusa d'être décoré par le roi pour conserver son indépendance.

La citation est tirée d'un de ses derniers livres, qui est une polémique érudite contre l'anti-humanisme implicite ou explicite du positivisme scientifique et de nombre de romans de science-fiction à succès, auquel C.S.Lewis oppose l'humanisme de la *Loi de la Nature* et la *morale naturelle*, qu'il décrit à la base de toutes les cultures et de toutes les religions.

[23] Mike Davis, *Au-delà de Blade Runner : Los Angeles et l'imagination du désastre*, Allia, Paris, 2014 et *City of Quartz, Los Angeles, ville*

du futur, La Découverte, Seuil, Paris, 2000.

[24] Interview de Mike Davis par Alan Maas du 28 mai 2014, « What the California wildfires should teach us », *SocialistWorker.org*, <http://socialistworker.org/2014/05/28/what-the-wildfires-teach-us>

[25] Ragina Johnson, op.cit.

[26] *Cristal Geysier* est une entreprise californienne fondée dans les années 1970. Elle appartient aujourd'hui à la japonaise *Otsuka Holding*.

[27] *Courage Campaign* (couragecampaign.org) est une organisation californienne d'action citoyenne progressiste (*grassroot progressive advocacy*) qui a été fondée pour combattre le gouverneur républicain Arnold Schwarzenegger et qui lutte pour les Droits humains.

[28] Stéphane Bussard, « Nestlé sous le feu des critiques », *Le Temps*, 28 avril 2015

[29] Matt Dangelantonio, « Nestlé Waters CEO isn't stopping bottling in California, says new tech will save millions of gallons », *AirTalk*, 14 mai 2015 <http://www.scpr.org/programs/airtalk/2015/05/13/42830/nestl-waters>

[30] José Manuel Naredo, entretien cité.

[31] Stefanie Kaiser, Dorothee Spuhler, « Bottled Water », *Sustainable Sanitation and Water Management*, <http://www.sswm.info/content/bottled-water> consulté le 11 juillet 2015.

[32] http://www.foodandwaterwatch.org/pressreleases/organizations-denounce_nestlé's-new_human-rights-impact-assessment-as-a-public-relations-stunt

[33] *AirTalk* | Nestlé Waters CEO isn't stopping bottling in California... <http://www.scpr.org/programs/airtalk/2015/05/13/42830/nestl-waters>

[34] Outrageous! Nestle's CEO on water profiteering in California, http://act.credoaction.com/sign/Nestle_CEO_nat/?nosig=1&utm_

[35] http://www.foodandwaterwatch.org/pressreleases/organizations-denounce_nestlé's-new_human-rights-impact-assessment-as-a-public-relations-stunt

- *Food and Water Watch* est une organisation de défense des consommateurs basée à Washington.
 - *Blue Planet Project* est une organisation canadienne «Pour la Justice des Eaux». Elle a fait sensation en s'engageant avec succès dans le rétablissement de l'eau courante dans les quartiers pauvres de la ville de Detroit, aux Etats-Unis où elle était coupée depuis des années.
 - *Public Services International* est la fédération internationale des syndicats des services publics, basée à Ferney-Voltaire... Elle regroupe, officiellement, 20 millions de membres.
- [36] Le *2030 Water Resources Group* est un club select de lobbying des sommets financiers et étatiques de la planète en faveur des compagnies privées des eaux. Outre Nestlé, il a pour membres, entre autres, l' *International Finance Group* de la Banque mondiale, *McKinsey*, *Syngenta*, *Coca Cola*, ainsi que quelques princes...

Disclaimer: The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article.

Copyright © Robert Lochhead, alencontre.org, 2015